

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie en Île-de-France
Unité territoriale des Yvelines

Versailles, le

05 JAN. 2016

Nos réf. : UT78/RUM/2015 n° 36538
Affaire suivie par : Pascal LAMBRECHT
pascal.lambrecht@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 01 39 24 89 67– Fax : 01 30 21 54 71

Exploitant concerné :
SOFRILOG TRAPPES
71-73 avenue Georges Politzer
ZI de Trappes-Elancourt
78190 TRAPPES

Objet : Rapport de visite de l'inspection du 9 décembre 2015
PJ : 9 fiches de visite d'inspection (18 pages)
Copies : Sous préfecture de Rambouillet

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	SOFRILOG TRAPPES
Adresse	71-73, avenue Georges Politzer 78990 ELANCOURT
Activité	Entrepôt Frigorifique
Régime	Autorisation
Nombre de salariés	Environ 50 personnes

RÉFÉRENCES DE LA VISITE D'INSPECTION	
Date de l'inspection	9 décembre 2015
Type d'inspection	Approfondie
Date(s) de(s) inspection(s) précédente(s)	29 novembre 2012 – 7 novembre 2014
Inspection dans le cadre d'une action nationale	Non
Identité et qualité des personnes rencontrées	M. BOULOGNE, Responsable qualité du site de Trappes M EL HACHIMI, Responsable technique SOFRILOG Trappes
et qualité de l'équipe d'inspection	M KALTEMBACHER, Chef de l'unité territoriale des Yvelines M. LAMBRECHT, inspecteur de l'Environnement



Certificat FR015650-1
Champ de certification, disponible sur :
www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

Le présent rapport fait état de l'analyse et des constats effectués lors de la visite d'inspection du 9 décembre 2015 de l'établissement exploité par la société SOFRILOG TRAPPES sur le territoire de la commune d'Élancourt (ZA de Trappes-Élancourt).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du programme de contrôle établi par notre service afin de vérifier, par sondage, le respect, les manquements ou les incohérences dans la mise en œuvre des prescriptions applicables aux installations exploitées par la société SOFRILOG TRAPPES.

La démarche de contrôle vise à mener certaines investigations ciblées, susceptibles, dans le temps imparti, de renseigner l'inspection des installations classées sur le degré de mise en application de certaines prescriptions retenues en début d'inspection. Tel était le cadre de ce contrôle. L'exploitant a été informé de l'inspection par lettre en date du 10 novembre 2015.

Le présent rapport propose à Monsieur le préfet des Yvelines les suites qu'il convient d'y donner.

1. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

1. Activités

La société SOFRILOG TRAPPES est spécialisée dans le stockage de produits congelés. Elle fait partie du réseau national d'entrepôts frigorifiques SOFRILOG qui comporte 42 sites. Les produits stockés sont des produits alimentaires frais ou surgelés (crèmes glacées, viennoiseries, etc.).

L'entrepôt frigorifique a une capacité de stockage de près de 100 000 m³. Il se compose de deux corps de bâtiments de stockage dont la surface totale est d'environ 21 600 m². Entre les bâtiments, les quais de transfert des produits réfrigérés, les salles des machines et divers ateliers ont été implantés.

L'entrepôt est divisé en trois zones de stockage distinctes. La première comporte cinq chambres froides à basse température (-25 à -30°C), une cellule réfrigérée n° 15 (0 à 2°C) et une cellule de stockage de produits secs (cartons et gobelets). Ces cellules sont maintenues en température par une installation de réfrigération comprimant de l'ammoniac et absorbant une puissance de 560 kW.

La seconde zone comprend trois chambres froides à basse température refroidies par une installation comprimant de l'ammoniac et absorbant une puissance de 500 kW.

La troisième zone est composée de trois cellules réfrigérées refroidies par une installation comprimant du fréon (R 22) et absorbant une puissance de 130 kW.

La quantité totale d'ammoniac présente dans les installations de réfrigération est de 6 tonnes.

2. Situation administrative

Les installations classées exploitées par la Société SOFRILOG TRAPPES sont réglementées par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 35811 du 9 novembre 2015.

Les installations exploitées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques listées ci-dessous :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Caractéristiques de l'installation
4735-1a	A	Emploi de l'ammoniac, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1,5 tonne, mais inférieure à 200 tonnes	Deux installations de réfrigération utilisant de l'ammoniac	6 tonnes
1511.2	E	Entrepôts frigorifiques, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m ³ mais inférieur à 150 000 m ³	11 cellules de stockage	89 078 m ³ 4270 tonnes
2921-a	E	Installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air, généré par ventilation mécanique ou naturelle, la puissance thermique maximale évacuée étant supérieure ou égale à 3000 kW	Condenseurs évaporatifs des installations frigorifiques	3 circuits fermés : Sdm1 : 1545 kW Sdm2 : 1545 kW Sdm3 : 712 kW Total : 3802 kW
1510.3	D	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts, le volume des entrepôts étant supérieur à 5000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ .	1 cellule de stockage des produits secs	6615 m ³ 600 tonnes
2925	D	Ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximale du courant continu utilisable pour ces opérations étant supérieure à 50 kW		115 kW
2920	NC	Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant inférieure à 10 MW		Ammoniac Sdm 1 : 560 kW (250 kW en secours) Sdm 2 : 500 kW (400 kW en secours)

A : Autorisation – E : Enregistrement – D : Déclaration – NC : Non classé

3. Enjeux liés à l'établissement

Les principaux enjeux présentés par les entrepôts et les installations frigorifiques, concernent la prévention des émissions accidentelles d'ammoniac et la prévention et la protection contre les risques d'incendie.

2. DÉROULEMENT DE L'INSPECTION

La visite d'inspection a consisté d'une part à des contrôles documentaires en salle et d'autre part à une visite du site.

3. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

La non-conformité notable et les non-conformités relevées ainsi que les remarques formulées lors de la visite d'inspection du 9 décembre 2015, sont détaillées dans les fiches de visite d'inspection jointes en annexe au présent rapport.

La non-conformité notable concerne le non-respect des dispositions de l'article 8.4.2.1 « Aménagement » de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9 novembre 2015 avec la présence de chargeurs d'accumulateur en dehors du local de charge.

Les non-conformités concernent :

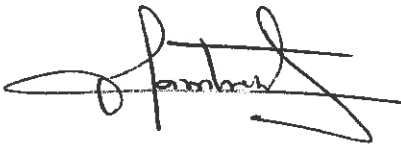


- l'absence de document sur le site attestant de l'autorisation de déversement des différents rejets du site dans les réseaux d'assainissement de la ZA de Trappes-Élancourt (art 4.3.9 de l'APC du 9/11/15),
- l'absence d'analyses sur les rejets des eaux pluviales du site susceptibles d'être polluées du site (art 2.6.2 de l'APC du 9/11/15),
- l'absence d'affichage et de consignes pour interdire le stockage de matériels combustibles et de déchets devant les équipements de protection individuelle et/ou de défense incendie.

4. PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet des Yvelines de mettre en demeure la société SOFRILOG TRAPPES de respecter, **dans un délai maximal de trois mois**, les dispositions de l'article 8.4.2.1 « Aménagement » de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9 novembre 2015 en réalisant la charge des engins de manutention uniquement dans l'atelier de charge des accumulateurs prévu à cet effet.

L'inspection des installations classées propose également à Monsieur le Préfet des Yvelines de demander à l'exploitant, dans le courrier de transmission de l'arrêté de mise en demeure, d'informer l'inspection des installations classées des actions engagées pour répondre aux non-conformités constatées et aux remarques formulées dans les fiches de visite d'inspection annexées au présent rapport.

L'inspection des installations classées informe Monsieur le Préfet des Yvelines qu'en application des dispositions des articles L.171-6 du code de l'environnement, une copie de ce rapport a été transmise à l'exploitant et que celui-ci a été informé qu'il a la possibilité de faire part de ces observations à l'autorité administrative.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'Environnement	L'inspecteur de l'Environnement	Pour le Directeur et par délégation, Le chef de l'unité territoriale des Yvelines
		
Pascal LAMBRECHT	Pauline ARDAINE	Henri KALTEMBACHER

Société inspectée : SOFRILOG Trappes
Inspection du mercredi 9 décembre 2015

Contexte de l'inspection :

Cette inspection avait notamment pour objet de vérifier la situation du site en référence à certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9 novembre 2015.

La visite d'inspection a consisté d'une part à des contrôles documentaires en salle et d'autre part à une visite du site.

L'ensemble des observations a été restitué oralement à l'exploitant au terme de l'inspection.

L'exploitant a été informé de la visite d'inspection par courrier du 10 novembre 2015.

Les personnes suivantes ont participé à l'inspection :

Représentant de la société SOFRILOG Trappes:

- Monsieur Jonathan BOULOGNE, Responsable QHSSE Trappes,
- Monsieur Younes El HACHIMI, Responsable Technique SOFRILOG Trappes.

Équipe d'inspection (DRIEE-IF) :

- M Henri KALTEMBACHER, Chef de l'unité territoriale des Yvelines,
- M Pascal LAMBRECHT, Inspecteur de l'Environnement.

Seules les prescriptions mentionnées dans les fiches suivantes ont été examinées lors de l'inspection, qui n'a pas eu pour objet de vérifier le respect de l'intégralité des prescriptions applicables à l'établissement.

Société inspectée : SOFRILOG Trappes
Inspection du mercredi 9 décembre 2015

THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS :

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°35811 du 9 novembre 2015

Article 4.1.2 Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

Les réseaux internes d'alimentation en eaux provenant des réseaux publics d'alimentation en eau potable, dont l'usage n'est pas réservé à l'alimentation humaine, sont équipés d'un dispositif de disconnexion afin d'éviter tout retour sur les réseaux internes d'eaux destinées à cet effet.

Les dispositifs de disconnexion sont accessibles et contrôlables. Ils font l'objet d'une surveillance et d'un entretien régulier et en tout état de cause, d'un contrôle au moins une fois par an.

Article 4.2.5 Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur (eaux pluviales). Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

La fermeture de ces dispositifs est commandée automatiquement en cas de détection d'une fuite d'ammoniac ou d'incendie.

ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :

L'exploitant précise que les systèmes de disconnexion sont contrôlés annuellement par la société VEOLIA dans le cadre d'un contrat d'entretien des installations (curage des réseaux, entretien disconnecteur + vannes d'isolement...).

L'exploitant précise que les vannes d'isolement du site sont contrôlées visuellement lors des rondes hebdomadaires (contrôles des consommations d'eau, électricité...).

CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS :

Les disconnecteurs sont installés sur le réseau d'alimentation général du site et sur les réseaux d'alimentation en eau des salles des machines 1, 2 et 3 (SDM).

L'inspection des installations classées a pu vérifier que les 4 disconnecteurs ont été contrôlés par le prestataire « VEOLIA EAU » le 20 juillet 2015.

Le rapport de contrôle ne mentionne aucune remarque ou de non-conformité.

Le site dispose de 7 vannes d'isolement qui permettent d'isoler le site en cas d'incendie ou de déversement accidentel.

Les vannes se trouvent en limite intérieure du site, le long de la rue Politzer dans la zone d'activités (ZA) de Trappes-Elancourt.

L'inspection des installations classées a constaté que :

- L'exploitant n'a pas mis en place de consignes ou de procédures pour l'entretien préventif et/ou la mise en fonctionnement des vannes d'isolement,
- le contrôle du bon fonctionnement des vannes d'isolement n'est pas tracé dans un registre ou tableau de suivi,
- l'emplacement des vannes d'isolement n'est pas clairement signalé sur le site et sur les plans des réseaux.

Le dernier entretien des vannes d'isolement (graissage, nettoyage...) par le prestataire « VEOLIA EAU » a été réalisé en mars 2015.

QUALIFICATION DES CONSTATS ÉTABLIS¹ :

➤ Remarque

L'exploitant doit :

- mettre en place un suivi du contrôle de bon fonctionnement des vannes d'isolement (tableau papier ou dématérialisé...),
- signaler clairement le positionnement des vannes d'isolement par un panneau visible de l'entrepôt,
- mettre en place des consignes et des procédures pour l'entretien préventif et l'utilisation des vannes d'isolement.

Ces dispositions doivent être prises dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la prochaine inspection du site.

1 Qualification des constats :

- **Remarque** : disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable
- **Non-conformité** : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement
- **Non-conformité notable** : écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement

Société inspectée : SOFRILOG Trappes
Inspection du mercredi 9 décembre 2015

THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS :

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°35811 du 9 novembre 2015

Titre 4 Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Article 4.3.7 Gestion des ouvrages : Conception, dysfonctionnement

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (Epp) sont traitées par des séparateurs d'hydrocarbures conçu de manière à respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté.

Article 4.3.8 Entretien des installations de traitements

Les séparateurs d'hydrocarbures sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an. Au moment de cette vidange, une vérification du bon fonctionnement de l'obturateur est également réalisée. Les fiches de suivi du nettoyage du séparateur d'hydrocarbures, ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :

L'exploitant précise que :

- le site ne dispose pas de séparateurs d'hydrocarbures pour le traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées,
- il dispose d'une convention avec le gestionnaire de la ZA de Trappes-Elancourt pour les différents rejets dans les réseaux d'assainissement (eaux usées et pluviales) et que la ZA de Trappes-Elancourt a mis en place des séparateurs d'hydrocarbures pour le traitement des eaux pluviales ,
- il existe plusieurs réseaux pour récupérer collectivement les eaux pluviales de toitures et de voiries, ce qui explique la présence de 7 vannes d'isolement sur le site.

CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS

L'inspection des installations classées a constaté l'absence de séparateurs d'hydrocarbures sur le site de Trappes.

L'exploitant n'a pas pu montrer le jour de l'inspection, l'autorisation de déversement délivrée par le gestionnaire de la ZA de Trappes-Elancourt.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que conformément à l'article 4.3.3 « Les eaux pluviales non polluées et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées » de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9/11/2015, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux de voiries) sont traitées par des séparateurs d'hydrocarbures conçus de manière à respecter les valeurs limites imposées aux rejets dans l'article 4.3.13 « Valeurs limites d'émission des eaux pluviales » de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires sus-mentionné.

De plus, en absence de séparateurs d'hydrocarbures sur le site pour les rejets des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, l'exploitant ne peut s'assurer du respect dans le temps des valeurs limites imposées dans son arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9/11/2015.

QUALIFICATION DES CONSTATS ÉTABLIS² :

➤ **Non-conformité**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous un délai de 3 mois, conformément à l'article 4.3.9 « Localisation des points de rejet » de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9/11/15, de transmettre l'autorisation de déversement des différents rejets du site dans le réseau d'assainissement de la ZA de Trappes-Élancourt.

De plus, en absence de séparateur d'hydrocarbure sur le site, l'exploitant doit informer l'inspection des installations classées des mesures prises pour s'assurer du respect des valeurs limites (art 4.3.12 de l'APC du 9/11/15) sur les rejets des eaux pluviales susceptibles d'être polluées (24h24 et 365j/365).

➤ **Remarque**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre dans les délais les plus brefs, un plan de tous les réseaux d'alimentation et des réseaux des égouts du site, faisant apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'eau d'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ;
- les secteurs collectés (eaux usées et pluviales) et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, dispositifs d'isolement...) ;
- les points de contrôle d'analyses et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

2 Qualification des constats :

- **Remarque** : disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable
- **Non-conformité** : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement
- **Non-conformité notable** : écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement

Société inspectée : SOFRILOG Trappes
Inspection du mercredi 9 décembre 2015

THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS :

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°35811 du 9 novembre 2015

Titre 4 Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Article 4.3.12 Valeurs limites d'émission des effluents industriels

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des effluents (EI) dans le réseau d'assainissement communal, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)
MEST	600
DBO ₅	800
DCO	2000
Azote global (exprimé en N)	150
Phosphore total (exprimé en P)	50

[...]

Article 4.3.13 Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales (EPnp et EPp) dans le réseau d'assainissement communal et avant tout mélange, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)
DCO	80
MEST	35
Hydrocarbures totaux	5

Article 2.6.2 Récapitulatif des contrôles à réaliser et des documents à transmettre à l'inspection

Contrôles à effectuer

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
Article 9.2.2	Surveillance des eaux pluviales	Annuelle

[...]

ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :

L'exploitant précise :

- qu'il n'a pas réalisé d'analyses sur les différents rejets des eaux pluviales sur le site de Trappes en 2014 et 2015,
- qu'une consultation de plusieurs organismes agréés pour le contrôle des eaux pluviales a été réalisée en 2015 et que des analyses sur les rejets des eaux pluviales sont prévues pour fin 2015.

CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS

L'inspection des installations classées a constaté l'absence d'analyses sur les rejets des eaux pluviales du site en 2014 et 2015.

L'exploitant n'a pas pu montrer le jour de l'inspection le contrat validé avec un organisme agréé pour les analyses des rejets des eaux pluviales du site de Trappes.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que des analyses doivent être réalisées annuellement sur les rejets des eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux de voiries) conformément à l'article 2.6.2 « Récapitulatif des contrôles à réaliser et des documents à transmettre à l'inspection » de son arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9 novembre 2015.

QUALIFICATION DES CONSTATS ÉTABLIS³ :

➤ Non-conformité

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, **sous un délai de trois mois**, les analyses sur les rejets des eaux pluviales du site conformément à l'article 2.6.2 « Récapitulatif des contrôles à réaliser et des documents à transmettre à l'inspection » de son arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9 novembre 2015.

En cas de dépassement des seuils, l'exploitant précisera les mesures qu'il mettra en place pour respecter les valeurs limites précisées à l'article 4.3.13 « Valeurs limites d'émission des eaux pluviales » de son arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9 novembre 2015.

3 Qualification des constats :

- **Remarque** : disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable
- **Non-conformité** : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement
- **Non-conformité notable** : écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement

Société inspectée : SOFRILOG Trappes
Inspection du mercredi 9 décembre 2015

THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS :

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°35811 du 9 novembre 2015

Titre 7 – Prévention des risques technologiques

Article 7.5.2 Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation ou mis à disposition permanente du personnel d'exploitation autorisé. Ces matériels sont facilement accessibles, entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel d'exploitation est formé à l'emploi de ces matériels.

Toute intervention d'urgence nécessite de s'équiper d'un dispositif de protection respiratoire.

Article 7.5.3 Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation porte notamment sur :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés (spécificités, risques, prévention des risques, etc.),
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des installations en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :

L'exploitant précise que :

- le matériel de protection individuel (ARI, gants, cartouches scaphandre individuel est contrôlé tous les ans par la société « SODEX PROTECTION » sise 155, rue de Rosny 93100 Montreuil,
- 3 salariés du site sont formés sur les risques inhérents aux installations, sur la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS :

Le dernier contrôle a été réalisé en janvier 2015. Le rapport de contrôle ne mentionne aucune non-conformité sur les matériels de protection individuels (rechanges et recharges) du site de Trappes.

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a pu vérifier la présence des matériels de protection individuelle à l'extérieur des salles des machines (SDM), proche des différents accès.

Un contrôle visuel des cartouches des masques respiratoires individuels a permis de constater que sur certaines cartouches, il était inscrit une date (2014) et sur d'autres cartouches il n'y avait rien d'inscrit.

L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser le jour de l'inspection si la date inscrite était la date de contrôle, d'utilisation, de lot, etc.

Le matériel de protection individuelle de rechange est stocké dans une armoire fermée à clé dans l'atelier des services généraux.

Lors de la visite du site, le temps pour ouvrir l'armoire de rechange des protections individuelles a été trop long

(trouver le trousseau de clé, trouver la bonne clé...). L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que si l'armoire doit rester fermée à clé, elle doit être accessible très rapidement aux différents opérateurs et intervenants du site.

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant stockait des balles de déchets de carton devant les matériels de protection individuels et devant les extincteurs et RIA, ce qui empêche un accès aisé et rapide aux matériels de protection et de défense incendie.

L'exploitant précise que le stockage des déchets est temporaire et que le soir les balles sont sorties des entrepôts pour être stockées sur la zone extérieure de stockage des déchets.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que le stockage des déchets doit être réalisé uniquement sur les zones prévues à cet effet et que conformément à l'article 7.6.2 « Moyens de défense contre l'incendie » de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9/11/15, les appareils de défense contre l'incendie doivent rester bien visibles et facilement accessibles.

L'exploitant a pu montrer le tableau de suivi pour la formation du personnel sur les risques inhérents aux installations, sur la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Les agents concernés reçoivent une formation initiale à la prise de poste puis un recyclage tous les trois ans.

L'exploitant précise que les intérimaires et les nouveaux arrivants reçoivent un livret d'accueil à leur arrivée, dans lequel les risques inhérents aux installations présentent sur le site de Trappes et la conduite à tenir en cas d'incident et/ou d'accident sont mentionnés et détaillés.

L'inspection des installations classées précise que ces informations doivent également être transmises aux chauffeurs de poids-lourds intervenants sur le site ainsi qu'aux différents locataires des entrepôts.

L'exploitant précise que le site est fermé et gardienné de 18h00 à 06h00 du matin (contrat de gardiennage avec une société extérieure).

L'agent de surveillance prend ses fonctions au poste de gardiennage situé à l'entrée du site et dans lequel toutes les alarmes sont reportées (incendie, fuite d'ammoniac, fuite hydrogène).

L'exploitant précise que le signal d'alarme au poste de gardiennage est identique quel que soit le type d'alarme (incendie, fuite d'ammoniac, fuite hydrogène), et que le gardien doit réaliser une vérification sur le tableau des alarmes à l'entrée des entrepôts pour connaître exactement la cause d l'alarme.

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu confirmer que tous les agents de gardiennage sont formés aux risques inhérents aux installations et sur la conduite à tenir en cas d'incident, d'accident.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que la formation du personnel intervenant sur le site de Trappes est de sa responsabilité et qu'il doit vérifier que tous les agents de gardiennage du site sont formés aux différents risques.

QUALIFICATION DES CONSTATS ÉTABLIS⁴ :

> Non-conformité

L'exploitant doit mettre en place des consignes et un affichage clairement visible pour tout le personnel du site (y compris pour les locataires) pour interdire le stockage de matériels combustibles et déchets devant les équipements de protection individuelle et/ou de défense incendie.

Conformément à l'article 7.6.2 « Moyens de défense contre l'incendie » de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9/11/15, les appareils de défense contre l'incendie doivent rester bien visibles et facilement accessibles.

> Remarques

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de prévoir une information visuelle (panneaux d'affichage, instructions sécurités délivrées à l'entrée sur le site ...) pour les différents intervenants extérieurs (chauffeurs poids-lourds, organismes de contrôles, visiteurs...). Il doit également prévoir que l'information soit lisible et compréhensible par tous les chauffeurs de poids-lourds (Français ou étrangers).

4 Qualification des constats :

- **Remarque** : disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable
- **Non-conformité** : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement
- **Non-conformité notable** : écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement

L'exploitant doit également s'assurer que tous les locataires du site sont informés des risques inhérents aux installations et sur la conduite à tenir en cas d'incident ou accident.

L'exploitant doit vérifier que tous les agents de gardiennage sont formés aux différents risques inhérents aux installations, sur la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la conduite à prendre en cas de déclenchement d'une alarme (formations internes ou par la société titulaire du contrat de gardiennage, consignes et/ou procédures écrites et suivi des formations).

Société inspectée : SOFRILOG Trappes
Inspection du mercredi 9 décembre 2015

THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS :

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°35811 du 9 novembre 2015

Titre 7 – Prévention des risques technologiques

ARTICLE 7.6.6 Plan d'opération interne

L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre du Plan d'Opération Interne (POI) établi en application de l'article R. 512-29 du code de l'environnement.

Ce plan est mis à jour et par ailleurs testé au moins tous les deux ans.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :

L'exploitant précise que le plan d'opération interne (POI) est en cours de finalisation avec le bureau VERITAS et qu'il souhaite le finaliser pour 2016.

CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS

L'exploitant n'a pas pu montrer le jour de l'inspection le plan d'opération interne.

L'exploitant précise que des exercices d'incendie ou d'évacuation sont réalisés périodiquement sur le site et qu'un exercice avec le concours des services de secours et d'incendie a été réalisé en 2014 (thèmes : incendie + fuite d'ammoniac).

L'inspection des installations classées informe l'exploitant qu'il doit prendre contact avec les services d'incendie et de secours pour la rédaction de son POI.

L'inspection rappelle à l'exploitant que le plan d'opération interne doit être établi conformément à l'article R.512-29 du code de l'environnement.

QUALIFICATION DES CONSTATS ÉTABLIS⁵ :

➤ Remarque

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser dans les délais les plus brefs un plan d'opération interne pour le site de Trappes et tout état de cause avant la prochaine inspection du site.

⁵ Qualification des constats :

- **Remarque** : disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable
- **Non-conformité** : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement
- **Non-conformité notable** : écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement

Société inspectée : SOFRILOG Trappes
Inspection du mercredi 9 décembre 2015

THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS :

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°35811 du 9 novembre 2015

Titre 8 – Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement

Chapitre 8.1 Installations de réfrigération employant de l'ammoniac comme fluide frigorigène

Article 8.1.5 Consignes d'exploitation

De façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté, les consignes et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en route après un arrêt prolongé pour d'autres causes que les travaux de maintenance et d'entretien. Elles doivent être tenues à disposition de l'inspection du travail et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.1.6 État des quantités d'ammoniac dans l'établissement

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la quantité d'ammoniac présente dans les installations, le cas échéant stockée en réserve ainsi que les compléments de charge effectués. Cet état doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.

ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :

L'exploitant précise que la quantité d'ammoniac précisée dans son arrêté préfectoral et la quantité disponible dans les installations de refroidissement.

Il n'y a pas de stockage d'ammoniac supplémentaire sur le site.

CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS

L'inspection des installations classées n'a pas pu consulter les consignes et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations de refroidissement du site.

L'exploitant précise qu'il dispose d'un contrat d'entretien avec la société « AXIMA » pour la maintenance et l'entretien des installations de refroidissement sur le site de Trappes. C'est donc la société AXIMA qui réalisera les opérations de contrôles à effectuer, en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en route après un arrêt prolongé.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les consignes d'exploitation des installations de refroidissement doivent être disponibles sur le site de Trappes, en cas d'intervention urgente sur les installations de refroidissement conformément à l'article 8.1.5 « Consignes d'exploitation » de son arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9 novembre 2015.

L'exploitant précise qu'il ne dispose pas de stockage supplémentaire d'ammoniac sur le site, que le volume de 6 tonnes d'ammoniac précisé dans les arrêtés préfectoraux correspond au volume disponible dans les installations de refroidissement et que la société « AXIMA » qui contrôle les installations, réalise, si nécessaire, un complément d'ammoniac avec leur propre réserve.

QUALIFICATION DES CONSTATS ÉTABLIS⁶ :

6 Qualification des constats :

- **Remarque** : disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable
- **Non-conformité** : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement

➤ **Remarque**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, dans les délais les plus brefs et en tout état de cause avant la prochaine inspection, de mettre à disposition sur le site conformément à l'article 8.1.5 « Consignes d'exploitation » de son arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9 novembre 2015, des consignes et des procédures d'exploitation de l'ensemble des installations de refroidissement, qui doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en route après un arrêt prolongé pour d'autres causes que les travaux de maintenance et d'entretien.

– **Non-conformité notable** : écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement

Société inspectée : SOFRILOG Trappes
Inspection du mercredi 9 décembre 2015

THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS :

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°35811 du 9 novembre 2015

Titre 8 – Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement

Chapitre 8.1 Installations de réfrigération employant de l'ammoniac comme fluide frigorigène

Article 8.1.12 Détection d'ammoniac

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.

L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

- le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;
- le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil).

Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.

Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.

Les systèmes de détection et de ventilation placés dans la salle des machines (SDM) sont conformes aux normes en vigueur.

Des dispositifs complémentaires visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du vent.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite du déclenchement d'une alarme ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :

L'exploitant précise qu'il dispose de détecteurs d'ammoniac partout où le fluide circule (SDM, gaines techniques)

CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS

L'exploitant a fixé deux seuils d'alarme pour les détecteurs d'ammoniac :

- seuil bas à 500 ppm
- seuil haut à 1000 ppm

Le contrôle biennuel des détecteurs d'ammoniac est réalisé par la société ADS sise 33 ROUTE NATIONALE 10 78310 COIGNIERES.

Le dernier contrôle des détecteurs d'ammoniac a été réalisé en septembre 2015. Le rapport ne mentionne pas de non-conformité.

L'exploitant précise que conformément à l'article 8.1.12 « Détection d'ammoniac » de son arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°35811 du 9 novembre 2015 :

- le seuil bas (500 ppm) de détection d'ammoniac déclenche une alarme sonore et la mise en service, de la ventilation additionnelle ,
- le seuil haut (1000 ppm) de détection d'ammoniac déclenche la mise à l'arrêt et en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et une transmission de l'alarme vers le poste de garde en heure non-ouvrable qui doit contacter la personne d'astreinte de l'exploitant.

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a pu vérifier le report de toutes les alarmes de détection d'ammoniac sur un tableau centralisé.

L'inspection des installations classées a fait tester en manuel le démarrage de la ventilation dans la SDM 2. Bon fonctionnement de la ventilation.

L'exploitant précise que c'est la société « AXIMA » (qui contrôle les installations de refroidissement) qui doit intervenir sur le site en cas de détection de fuite d'ammoniac.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite du déclenchement d'une alarme ne peut être décidée que suite au passage d'une personne de la société titulaire du contrat d'entretien (AXIMA).

L'inspection des installations classées a pu vérifier la présence d'une manche à air à l'entrée du site, qui permet d'indiquer la direction du vent en cas d'intervention sur le site et de fuite d'ammoniac.

Le contrôle des salles des machines (SDM) pour les installations de refroidissement a permis de vérifier que les installations sont disposées au-dessus de rétention pour limiter les risques en cas de déversement accidentel ou de fuite d'ammoniac.

Cependant, des canalisations transportant de l'ammoniac sont visibles dans tout le local. L'inspection des installations classées a constatée la présence sur le sol de nombreuses gaines techniques ainsi qu'un regard.

L'exploitant n'a pas pu confirmer le jour de l'inspection de l'étanchéité du local vis-à-vis des réseaux extérieurs.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que conformément à l'article 8.1.2 « Dispositions générales » de son arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9 novembre 2015, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollutions accidentelles de l'air, des eaux ou de sols.

QUALIFICATION DES CONSTATS ÉTABLIS⁷ :

> Remarque

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, dans les délais les plus brefs et en tout état de cause avant la prochaine visite d'inspection, de vérifier l'étanchéité des sols des SDM (regards, gaines techniques...) pour limiter les risques de pollutions accidentelles des eaux et/ou de sols.

7 Qualification des constats :

- **Remarque** : disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable
- **Non-conformité** : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement
- **Non-conformité notable** : écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement

Société inspectée : SOFRILOG Trappes
Inspection du mercredi 9 décembre 2015

THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS :

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°35811 du 9 novembre 2015

Titre 8 – Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement

Chapitre 8.2 Entrepôts

Article 8.2.4 Issues

Chaque cellule de stockage comporte au minimum deux issues vers l'extérieur, dans deux directions opposées. Les portes servant d'issues vers l'extérieur sont munies de ferme-portes et s'ouvrent par une manœuvre simple dans le sens de la sortie. Les portes doivent pouvoir être ouvertes manuellement par toute personne se trouvant à l'intérieur de ces cellules.

Toute chambre froide doit être munie d'un dispositif d'avertissement sonore permettant à toute personne qui se trouve accidentellement enfermée à l'intérieur de donner l'alarme.

Les accès aux sorties et aux dispositifs d'appel des secours restent signalés, accessibles et utilisables en toutes circonstances, afin de permettre aux personnes y travaillant de s'orienter et de sortir sans danger.

Article 8.2.5 Exploitation des cellules de stockage

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues soient largement dégagées.

Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de soufflage ou d'aspiration d'air.

Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.

Les marchandises entreposées en masse (sac, palette, etc ...) forment des blocs limités de la façon suivante :

- surface maximale des blocs au sol : 500 m²,
- hauteur maximale de stockage : 8 mètres,
- espaces blocs et parois, et entre blocs et éléments de la structure : 1 mètre,
- espaces entre deux blocs : 2 mètres,
- chaque ensemble de quatre blocs est séparé des autres blocs par des allées de 2 mètres.

Les matières conditionnées dans des contenants autoporteurs gerbables sont stockées de la manière suivante :

- les îlots au sol ont une surface limitée à 1 000 mètres carrés ;
- la hauteur maximale de stockage est égale à 10 mètres ;
- la distance minimale entre deux îlots est de 2 mètres.

Les matières stockées dans des supports de stockage porteurs tels que les rayonnages ou les palettiers sont stockées à une hauteur maximale de 10 mètres.

La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (portes coupe-feu) n'est pas gênée par des obstacles.

Toutes les portes, intérieures et extérieures, sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, et leurs accès convenablement balisés.

[...]

ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :

CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a pu vérifier la présence de plusieurs issues vers l'extérieur dans les cellules de stockage.

L'exploitant a mis en place un système d'appel, proche des issues, permettant à toute personne qui se trouve accidentellement enfermée à l'intérieur de donner l'alarme.

Des blocs lumineux, au-dessus des accès, permettent aux personnes travaillant dans les cellules de stockage de s'orienter et de sortir sans danger en cas de perte d'utilité.

Le jour de l'inspection, la visite d'une cellule de stockage a permis de vérifier :

- qu'une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond,
- les marchandises sont stockées en palettier,
- que la fermeture automatique des dispositifs d'obturation (portes coupe-feu) n'est pas gênée par des obstacles.

QUALIFICATION DES CONSTATS ÉTABLIS⁸ :

➤ **Pas d'observation**

8 Qualification des constats :

- **Remarque** : disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable
- **Non-conformité** : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement
- **Non-conformité notable** : écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement

Société inspectée : SOFRIOLOG Trappes
Inspection du mercredi 9 décembre 2015

THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS :

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°35811 du 9 novembre 2015

Titre 8 – Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement

Chapitre 8.4 Installations de charge d'accumulateurs

Article 8.4.2.1 Aménagements

Les chargeurs d'accumulateurs sont installés dans un atelier fermé, couvert d'une toiture légère et non surmonté d'étages. Les ateliers de charge d'accumulateurs ne commandent aucun dégagement. Les portes d'accès s'ouvrent en dehors et sont normalement fermées.

L'atelier ne doit avoir aucune autre affectation. En particulier, il est interdit d'y stocker des matières combustibles.

Article 8.4.2.2 Comportement au feu des ateliers de chargement

[...]

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie conformes aux dispositions de l'article 7.3 du présent arrêté.

Article 8.4.2. Rétenion

Le sol de l'atelier doit être imperméable et présenter une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés et en cas d'impossibilité, éliminés conformément au chapitre au titre 4.

Article 8.4.2.5 Chauffage

Le chauffage des locaux de charge ne peut se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau) la température de la paroi extérieure chauffante n'excédera pas 150° C. La chaudière est dans un local extérieur à l'atelier non contigu à l'atelier.

Article 8.4.3 Concentration en hydrogène

Pour les parties de l'installation équipées de détecteur d'hydrogène, le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local sera pris à 25% de la L.I.E. (limite inférieure d'explosivité), soit 1% d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.

Pour les parties de l'installation identifiées en application de l'article 7.1.1 du présent arrêté non équipées de détecteur d'hydrogène, l'interruption des systèmes d'extraction d'air (hors interruption prévue en fonctionnement normal de l'installation) devra interrompre automatiquement, également, l'opération de charge et déclencher une alarme.

ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :

CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS

L'inspection des installations classées a pu vérifier la présence d'un atelier de charge pour accumulateur sur le site.

Le local est équipé en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie conformes aux dispositions de l'article 7.3 du présent arrêté.

Le jour de l'inspection, il n'y avait pas de stockage de produits combustibles dans le local de charge.

Le local est équipé de détecteur d'hydrogène qui sont contrôlés deux fois par an par la société « AXIMA » de Coignières.

Le dernier rapport de contrôle de septembre 2015 ne mentionne pas de non-conformité sur les détecteurs d'hydrogène.

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté la présence de nombreux chariots de manutention en charge hors des locaux de charge, proche des zones d'expéditions et de produits combustibles. L'exploitant précise qu'il a loué un chariot de manutention pour la période de fin d'année (augmentation du trafic de marchandises).

L'exploitant précise également que les locataires ne disposent pas de locaux de charge pour les chariots de manutention qu'ils louent à des sociétés extérieures.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que conformément à l'article 8.4.2.1 « Aménagement » de son arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9 novembre 2015, les chargeurs d'accumulateurs sont installés dans un atelier fermé, couvert d'une toiture légère et non surmontés d'étages.

QUALIFICATION DES CONSTATS ÉTABLIS⁹ :

➤ **Non-conformité notable**

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet des Yvelines, de mettre en demeure l'exploitant, **sous un délai de trois mois**, de respecter l'article 8.4.2.1 « Aménagement » de son arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9 novembre 2015, en réalisant la charge des accumulateurs des chariots de manutention uniquement dans l'atelier de charge prévu à cet effet.

9 Qualification des constats :

- **Remarque** : disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable
- **Non-conformité** : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement
- **Non-conformité notable** : écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement

